

LA PROMOTION DU CONSTITUTIONNALISME PAR
LA LIMITATION DES MANDATS EN AFRIQUE :
NOSTALGIE DU MYTHE DE LA DICTATURE
« BIENVEILLANTE »

Préparé par :



AFRICAN NETWORK OF CONSTITUTIONAL LAWYERS
RÉSEAU AFRICAIN DE DROIT CONSTITUTIONNEL
REDE AFRICANA DE JURISTAS CONSTITUCIONALISTAS



Le Réseau Africain de Droit Constitutionnel (ANCL) souhaite remercier le Dr Adem Kassie Abebe, le Dr Elvis Fokala et Yvonne Anyango Oyieke pour avoir conceptualisé et dirigé le développement de la série de publications politiques sur des thèmes sélectionnés concernant la promotion du constitutionnalisme et l'alternance du pouvoir par le biais de la limitation des mandats. L'ANCL reconnaît également le soutien du professeur Serges Alain Djoyou, du docteur Laura-Stella Enonchong, de Vanja Karth et du docteur Azubike Onuoraoguno.

Ce document a été rédigé par Melvis Ndiloseh, maître de conférences à l'Institut des relations internationales du Cameroun, basé à Yaoundé.

NOSTALGIE DU MYTHE DE LA DICTATURE « BIENVEILLANTE » ET DEFIS A RELEVER POUR LA CONSOLIDATION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE : UNE REFLEXION SYNOPTIQUE

DÉVELOPPÉ PAR LE RÉSEAU AFRICAIN DE DROIT CONSTITUTIONNEL

I. Introduction

L'image de l'homme fort - dirigeant politique autocratique très puissant à la tête d'une nation, doté de la verve et de l'autorité nécessaires pour bouleverser le destin d'un pays, souvent grâce à sa bienveillance personnelle ou à son leadership visionnaire - semble regagner du terrain dans l'imaginaire politique et socio-économique africain. L'économiste William Easterly a défini les autocrates « bienveillants » comme des « dirigeants de pays non démocratiques qui reçoivent des crédits pour une croissance élevée »ⁱ. Dans le contexte des reculs démocratiques enregistrés dans le monde et du sentiment largement partagé de désillusion, voire de désespoir, que la plupart des Africains associent aux performances de leurs gouvernements élus, le regain de sympathie pour le dictateur bienveillant - force politique autocratique dotée de la force de caractère nécessaire pour se débarrasser de l'inertie perçue comme associée au lent fonctionnement des institutions démocratiques et des bureaucraties - semble quelque peu compréhensible.

L'un des principaux moteurs de cette préférence croissante pour l'alternative autocratique semble être l'impatience légitime des citoyens face à l'échec et la corruption des dirigeants élus, les aspirations populaires de longue date pour la réalisation du développement et la perception croissante de l'efficacité, de la discipline et de l'ambition de certains pays sous la houlette de dirigeants autocratiques bienveillantsⁱⁱ. Comme l'a affirmé Thomas Friedman, chroniqueur au *New York Times*, « l'autocratie à parti unique a certainement ses inconvénients. Mais lorsqu'elle est dirigée par un groupe de personnes raisonnablement éclairées, comme c'est le cas de la

Chine aujourd'hui, elle peut également présenter de grands avantages. Ce parti unique peut imposer des mesures (politiques) politiquement difficiles mais d'une importance cruciale, nécessaires pour faire avancer une société au 21^{ème} siècle »ⁱⁱⁱ. Reprenant les postulats d'un certain nombre de théoriciens politiques, Frank Fukuyama et Nancy Birdsall résument les choses de la manière suivante: « Les dirigeants des pays en développement et des pays développés se sont émerveillés de la remarquable capacité de la Chine à rebondir après la crise [financière post-2007], résultat d'une gestion rigoureuse et d'une machine à élaborer des politiques du haut vers le bas, qui a pu éviter les retards d'un processus

démocratique désordonné. En réponse, les dirigeants politiques des pays en développement associent désormais l'efficacité et la capacité à des systèmes politiques autocratiques »^{iv}.

Dans le contexte africain, Van Standen, écrivant sur le cas sud-africain, cite les résultats d'un sondage Afrobaromètre dans lequel de nombreux Sud-Africains ont indiqué qu'ils « accepteraient une dictature à condition que le dirigeant résolve les problèmes urgents du pays »^v, corroborant un sondage Afrobaromètre de 2021 dans lequel 65% des Sud-Africains ont exprimé leur volonté de renoncer à la démocratie « if a non-democratic government delivers »^{vi}. Baliddawa souligne l'existence d'une tendance similaire en Ouganda, affirmant que « l'Ouganda n'a plus besoin de la soi-disant farce de la démocratie multipartite. Ce que nous pratiquons actuellement n'est qu'un sophisme qui ne nous mène nulle part, si ce n'est à la polarisation de la société, à une croissance inéquitable, à l'acrimonie, à la destruction et à l'appauvrissement... Nous avons besoin d'un dictateur bienveillant »^{vii}.

Par ailleurs, les gains matériels et infrastructurels quelque peu impressionnants réalisés par des pays tels que le Rwanda de Paul Kagame, qui a présidé à la remarquable transformation du pays par la mise en œuvre de la discipline, de la responsabilité et parfois d'une gouvernance coercitive, amplifient une préférence populiste des Africains pour une gouvernance efficace, qu'elle prenne ou non la forme d'un régime autocratique. Wanki résume sans détour le sentiment africain contemporain en ces termes : « Les Africains se souviennent du visage du Rwanda en 1994 - un trou perdu sous-développé où régnait une discorde provoquée par la colonisation - et ils voient le Rwanda d'aujourd'hui, battant des records de développement humain, en paix avec lui-même et prêt à conquérir l'avenir. Les Africains veulent des options de gouvernance qui leur apportent du pain et du beurre sur leur table, la paix dans leur arrière-cour et la promesse d'un avenir meilleur pour leurs enfants, que ce soit sous la forme d'une démocratie calquée sur le modèle occidental, d'un développement d'inspiration communiste ou d'un « strongmanisme » africain bienveillant »^{viii}.

En outre, les tentatives récentes, réussies ou non, d'étendre la durée des mandats électifs, de la Côte d'Ivoire à la Guinée, de la République centrafricaine au Sénégal, et l'autocratisation en Tunisie, se fondent sur la conviction que les dirigeants en place devraient continuer à soutenir la croissance, ou plus précisément à réduire les risques de dérapage vers une croissance plus faible et/ou l'instabilité. De même, les coups d'État militaires au Mali, au Burkina Faso et en Guinée sont apparus comme un antidote à l'échec perçu de la démocratie, considérée comme incapable d'assurer la stabilité et la sécurité, de lutter contre la corruption et le néo-patrimonialisme et de générer une croissance équitable.

Dans tous les cas, l'échec perçu des démocraties africaines à fournir des dividendes concrets en termes de développement aux masses appauvries et découragées à travers le continent semble être fermement impliqué dans ce revirement inquiétant dans la perception des performances des démocraties en tant qu'option de gouvernance. Quelles qu'en soient les causes, il s'agit d'un net recul de la vénération populaire de la gouvernance démocratique par les Africains à l'aube de la renaissance de la démocratie multipartite sur le continent dans les années 1990.

Dans ce contexte complexe, le présent article examine les facteurs à l'origine de la nostalgie populaire croissante pour l'autocratie bienveillante en Afrique et se demande si le continent en a réellement besoin pour assurer sa stabilité et/ou sa prospérité. Si tel n'est pas le cas, qu'est ce qui peut être fait pour rectifier ce récit et recentrer l'attention sur le réengagement et la reconfiguration des démocraties africaines afin d'obtenir de meilleurs résultats pour les Africains ? En analysant des exemples historiques et contemporains, l'article affirme que l'expérience historique de l'Afrique avec des dictatures bienveillantes, que ce soit sous la forme d'États à parti unique, de régimes militaires ou de dictatures personnelles au lendemain des indépendances, s'est généralement soldée par des échecs économiques prolongés, une instabilité politique et une aliénation sociale. L'histoire très applaudie de la transformation socio-économique impressionnante du Rwanda, par exemple, semble être une exception plutôt que la règle - une trajectoire expliquée par une multiplicité de considérations endogènes et exogènes qui dépassent le cadre du présent article. Et même au Rwanda, le jury n'a pas encore rendu son verdict, et il n'est pas certain que

le pays dispose des institutions nécessaires pour maintenir la trajectoire de progrès ostensible en l'absence ultime de Kagame. Autrement dit, même si l'on adoptait le narratif rwandais, la continuité du succès pourrait bien dépendre des caractéristiques individuelles de Kagame et du contexte rwandais, qui s'avèreraient difficiles à reproduire ailleurs.

L'article est organisé comme suit : à partir de cette introduction, la *deuxième partie* passe rapidement en revue les éléments déclencheurs de la résurgence de la préférence populiste pour les dictateurs bienveillants en Afrique, en les replaçant dans le contexte de l'échec des gouvernements africains démocratiquement élus à fournir des biens publics (sécurité sociale équitable, infrastructures, sécurité/stabilité politique et justice) et à susciter une prise de conscience nationale/un engagement autour d'un objectif/une vision commune pour le rajeunissement durable de leur pays. La *troisième partie* se penche ensuite sur les mécanismes qui sous-tendent l'émergence d'autocrates bienveillants en Afrique (coups d'État militaires, prolongation des mandats présidentiels, etc.) et décrit, à partir d'illustrations historiques, dans quelle mesure l'envie d'usurper le pouvoir et de le consolider, souvent par la force coercitive, conduit à donner la priorité à la sécurité du régime plutôt qu'à la sécurité humaine des masses qui aspirent à un changement. Dans le même ordre d'idées, l'article souligne le degré élevé de prédation économique et de désordre politique que ces soi-disant dictateurs bienveillants ont déclenché dans leurs pays, laissant derrière eux des héritages de corruption, de prodigalité, de fragilité politique accentuée et de sous-développement socio-économique. Si les dictatures bienveillantes ne sont donc pas une alternative viable pour répondre aux besoins de développement de l'Afrique, qu'est-il alors ? Comment les Africains peuvent-ils réengager et repenser la démocratie africaine pour qu'elle ne se limite pas à des élections périodiques douteuses ? Quelles réflexions politiques peuvent guider le continent sur la voie de la refonte de la démocratie africaine afin de répondre aux aspirations fondamentales des Africains en matière de développement à une époque de géopolitique mondiale élargie, marquée par les incertitudes idéologiques d'une concurrence accrue entre les grandes puissances ? Telles sont les préoccupations de la *dernière partie* du présent article, qui porte sur une réflexion politique prospective.

II. Pourquoi cette nostalgie croissante pour les dictatures bienveillantes en Afrique ?

La réflexion sur les moteurs de la perception croissante de la nostalgie pour les dictatures bienveillantes en Afrique devrait commencer par une discussion sur le mythe persistant selon lequel l'Afrique n'est pas prête pour la démocratie. À certains égards, ce mythe repose en partie sur un préjugé stéréotypé, presque raciste, fondé sur l'hypothèse erronée que les Africains sont en quelque sorte incapables de faire preuve de la vigilance et de la maturité intellectuelle nécessaires pour s'engager dans une citoyenneté active. Il repose également sur une lecture fondamentalement myope de l'histoire récente de l'Afrique, qui regorge d'efforts et de triomphes des Africains pour instaurer un régime démocratique, une bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme dans leurs pays au cours de la période qui a suivi les indépendances.

Cela dit, il ne fait aucun doute que les démocraties africaines sont actuellement confrontées à une crise de crédibilité multidimensionnelle, qui renferme le premier moteur de la nostalgie croissante pour l'autocratie bienveillante sur le continent. Près de six décennies après l'accession à l'indépendance de la plupart des pays africains et trois décennies après que la clameur populaire en faveur de la démocratisation et de la bonne gouvernance ait déclenché un raz-de-marée de reconfigurations politiques et de réformes constitutionnelles à travers l'Afrique^{ix}, la région a commencé à connaître une accalmie progressive dans l'enthousiasme associé aux gouvernements démocratiques. Cela peut être attribué en grande partie à des attentes non satisfaites qui se manifestent par la prévalence de problèmes profondément enracinés dans les performances perçues des pays africains depuis le début de l'organisation régulière d'élections. Il s'agit notamment d'une mauvaise gouvernance et d'un manque de responsabilité, de niveaux exponentiels de corruption et d'indiscipline fiscale, d'investissements insuffisants dans le bien-être socio-économique des masses, et de l'incapacité d'un échantillon important d'États démocratiques africains à fournir des services et à répondre aux aspirations de leurs citoyens en matière de sécurité humaine et de droits de l'homme^x.

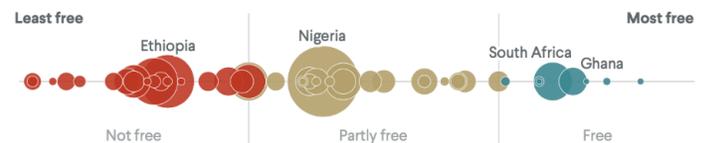
En comparant les scores moyens des indicateurs de gouvernance démocratique existants, une étude de 2017 de l'Institute for Security Studies a révélé que la mauvaise

gouvernance parmi les gouvernements démocratiquement élus d'Afrique était une variable prépondérante causant la stagnation du développement du continent^{xi}. Olukoshi et Laaka^{xii}, et dans une large mesure Ayittey^{xiii}, avaient très tôt déjà prédit que la crise de gouvernance qui prévaut dans la région érode la puissance des institutions, inverse le potentiel de développement des États africains et sape le rôle des acteurs de la société civile en tant que gardiens du contrat social. Les institutions chargées de l'application de la loi et les tribunaux continuent d'être utilisés pour servir les caprices de la classe dirigeante et pour persécuter les opposants politiques. Pour aggraver les choses, la tendance croissante des présidents élus à modifier les constitutions, souvent en complicité avec les parlements élus, afin d'éliminer la limitation des mandats présidentiels et de s'ériger en « présidents à vie » autocratiques (comme on le voit dans des pays tels que le Cameroun, la Guinée équatoriale, l'Ouganda et le Congo) a donné une mauvaise réputation à la démocratie, une dynamique qui se reflète dans les statistiques plus générales sur les tendances démocratiques à travers le continent. Dans son rapport 2021, par exemple, Freedom House n'a classé que huit pays d'Afrique subsaharienne comme libres, dont la moitié sont des petits pays insulaires : Sao Tomé-et-Principe, le Cap-Vert, Maurice et les Seychelles. Les quatre autres comprenaient les candidats habituels, tels que le Botswana, l'Afrique du Sud et le Ghana^{xiv}. Dans le même temps, le nombre de pays africains classés comme non libres est passé de quatorze en 2006/2008 à vingt en 2021^{xv}. L'évaluation des pays libres a depuis chuté de huit à six pays. Cette perspective peu réjouissante pour les démocraties africaines est illustrée par les chiffres ci-dessous.

Figure 1 :

Fewer Than Ten Sub-Saharan African Countries Are Considered Free

Freedom House 2021 report ratings, with circles sized by country population

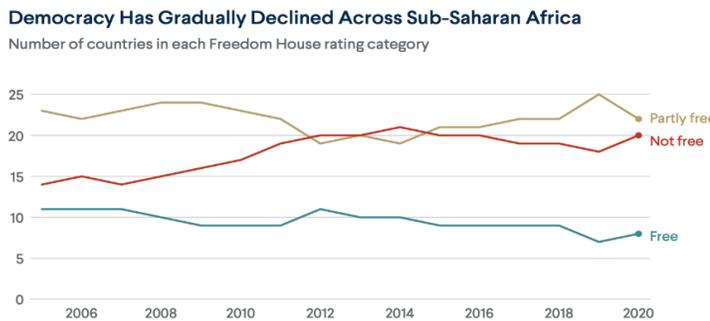


Notes: Scores represent people's access to political rights and civil liberties in 2020, as published in Freedom House's 2021 report. Somaliland is included as a territory separate from Somalia and uses the estimated population as of 2014.

Source : Freedom House

NOSTALGIE DU MYTHE DE LA DICTATURE « BIENVEILLANTE » ET DEFIS A RELEVER POUR LA CONSOLIDATION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE : UNE REFLEXION SYNOPTIQUE

Figure 2 :



Notes: Data for each year represents scores in Freedom House's annual report, which is published the following year. South Sudan is included from 2011 on. Somaliland is included from 2008 on as a territory separate from Somalia.

Source : Freedom House.

Klobucita a fait valoir qu'« il existe de fortes corrélations entre les dirigeants enracinés de l'Afrique subsaharienne et ses défis en matière de développement et de sécurité, notamment les conflits ou l'instabilité, la stagnation ou le déclin des économies et le recul de la démocratie ».xvi En 2019, l'indice Ibrahim sur la gouvernance en Afrique a également établi un lien entre les échecs socio-économiques de l'Afrique et la mauvaise gouvernance, l'incidence élevée des violations des droits de l'homme, la corruption et l'inefficacité des dirigeants. Malgré l'euphorie du début des années 1990, bien que les pays africains relativement mieux classés sur le plan démocratique aient obtenu de meilleurs résultats que leurs homologues autocratiques, la tenue d'élections n'a pas généré les dividendes espérés sous la forme d'une amélioration des institutions, de la gouvernance, de la prestation de services, de la stabilité et de la sécurité, et d'une diminution de la corruption.

Par conséquent, la nostalgie pour les autocrates bienveillants devrait d'abord et avant tout être conceptualisée comme une quête, par le commun des africains, d'une génération de dirigeants puissants, décisifs et patriotiques capables de déraciner cette classe enracinée de mauvais dirigeants élus, de sauver la situation de leurs nations et d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit d'une quête de dirigeants à la volonté de fer qui ne seront pas soumis aux caprices d'une élite nationale puissante et corrompue et qui seront suffisamment forts pour s'opposer aux machinations des puissances extérieures - des facteurs qui ont tous deux joué un rôle important en détournant les gouvernements démocratiques africains de la réalisation des aspirations de

leurs peuples. Jalloh souligne avec justesse l'état d'esprit qui règne dans toute l'Afrique en ces termes:

La patience des gens est à bout... Beaucoup d'Africains remettent en question les principes de la démocratie et se demandent si elle est encore pertinente sur le continent aujourd'hui... Une grande partie de la frustration semble être dirigée contre des dirigeants démocratiquement élus qui cachaient une tendance autocratique, menant un style de vie extravagant malgré la pauvreté de leur population. Il n'est pas rare que ces dirigeants modifient leur constitution à des fins politiques et ferment l'espace civique pour bloquer les opinions divergentes... [Et] tout cela se passe sous les yeux des pionniers de la gouvernance démocratique – l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Mais au lieu d'agir, ces nations occidentales légitiment les sales habitudes de ces dirigeants démocratiques devenus autocratiques en donnant la priorité à leurs propres intérêts économiques plutôt qu'aux violations des droits et à la corruption^{xvii}.

Le deuxième facteur à l'origine des poches croissantes de nostalgie pour les dictateurs bienveillants en Afrique est lié à ce que l'on pourrait appeler « l'exemple rwandais », ainsi qu'à la montée en puissance de l'influence chinoise sur le continent africain. Sous la direction de Paul Kagame, le Rwanda, pays enclavé, s'est élevé tel un phénix des cendres de son brutal passé génocidaire pour devenir l'une des économies à la croissance la plus rapide et l'un des pays les mieux gouvernés d'Afrique. Le Rwanda fait partie des pays africains qui disposent des infrastructures technologiques les moins chères et les plus performantes en matière d'internet. Le pays est classé deuxième en Afrique, juste après l'île Maurice, dans le rapport 2023 de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, 38^{ème} dans le monde, et est connu dans le monde entier pour ses politiques efficaces et rigoureuses de lutte contre la corruption^{xviii}. Certains l'ont qualifié de « Singapour de l'Afrique ». Ces réalisations ont sans aucun doute attiré des entreprises telles que Volkswagen, le constructeur automobile allemand, qui a installé son usine d'assemblage dans le pays pour son marché africain, et les « Mara », les premiers smartphones fabriqués en Afrique, sont produits au Rwanda. Paul Kagame est largement salué sur le continent comme un pionnier de l'environnementalisme en Afrique et un défenseur des droits des femmes (sous son règne, le Rwanda a atteint les objectifs de parité hommes-femmes, les femmes constituant jusqu'à 60 % de ses législateurs).^{xix} Et malgré les critiques constantes concernant sa répression sévère des voix dissidentes, ses mesures antidémocratiques et son séjour

prolongé au pouvoir, Kagame a été largement salué pour avoir recomposé un pays déchiré par la violence génocidaire il y a près de trente ans. Grâce à l'Umuganda, par exemple, les Rwandais sont contraints de consacrer quelques heures de leur temps à des travaux d'intérêt général en nettoyant les rues et leurs quartiers chaque dernier samedi du mois, une pratique qui sert à forger un esprit d'engagement collectif envers le Rwanda et à resocialiser un objectif commun entre les citoyens.^{xx} L'une des principales raisons de la popularité de Kagame, en particulier auprès des jeunes Africains, est son penchant pour une gouvernance désintéressée et sa capacité à faire avancer les choses.^{xxi}

L'exemple rwandais est étroitement lié à la perception qu'ont les Africains de la transformation économique phénoménale de la Chine dans le cadre d'un modèle dirigé par l'État, et de l'efficacité du pays en termes de développement et de projets d'infrastructure en Afrique. Cela a constitué une alternative convaincante au modèle économique néolibéral occidental, ainsi qu'aux systèmes démocratiques multipartites qui y sont liés, qui, selon eux, ont enfermé les pays africains dans une boucle perpétuelle de rhétorique politique, avec une concentration limitée sur l'obtention de résultats concrets.^{xxii}

Après avoir examiné certains des moteurs de la nostalgie croissante pour les dictatures bienveillantes en Afrique, il convient maintenant d'examiner comment les dictatures africaines émergent.

III. La construction des dictatures en Afrique

Cette section se concentre sur trois mécanismes par lesquels les dictateurs accèdent au pouvoir en Afrique et cherchent à construire un récit de dictature bienveillante : Les coups d'État, les amendements constitutionnels de démocrates devenus autocrates éliminant les limites de mandat, et les transitions de père en fils. Certains titulaires qui sont arrivés au pouvoir par tous ces moyens ont, d'une manière ou d'une autre, cherché à se présenter comme des dirigeants bienveillants cherchant à transformer leur pays, à améliorer la gouvernance, à lutter contre la corruption et l'insécurité et à éliminer légalement ou extrajudiciairement l'opposition et même les critiques (médias, société civile, intellectuels) en les accusant d'être déloyaux envers la cause du pays ou même de servir des intérêts étrangers.

Coups d'État

La réputation de l'Afrique en tant que terre de coups d'État est, à certains égards, bien méritée. Les prises de pouvoir militaires étaient les mécanismes de choix pour les transitions politiques sur le continent dans la période qui a immédiatement suivi les indépendances, et elles semblent faire leur retour^{xxiii}, comme l'a constaté le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en septembre 2021^{xxiv}. Un décompte rapide indique qu'il y a eu environ cinquante coups d'État, tentatives de coups d'État et transferts anticonstitutionnels de gouvernements en Afrique depuis 2010, bien que ce nombre soit susceptible de changer en fonction des classifications techniques employées pour évaluer si une tentative de prise de pouvoir est ou non un coup d'État. Néanmoins, une étude menée par deux chercheurs américains, Clayton Thyne et Jonathan Powell, a révélé plus de 200 tentatives de coup d'État en Afrique depuis les années 1950, dont environ la moitié ont été considérées comme réussies^{xxv}.

Les coups d'État et les régimes tyranniques de Bokassa (actuelle République centrafricaine), d'Idi Amin (Ouganda) et de Mobutu Sese Seko (actuelle République démocratique du Congo) ont peut-être fait les gros titres de la presse mondiale en raison de leur penchant inégalé pour les bains de sang et la corruption spectaculaire, mais le fléau des coups d'État en Afrique a été beaucoup plus largement répandu. Le Soudan, par exemple, est le pays qui a connu le plus grand nombre de coups d'État ou de tentatives de prise de pouvoir, six sur seize ayant été couronnés de succès^{xxvi}. Le président Omar al-Bashir, qui avait lui-même pris le pouvoir par un coup d'État militaire, a été renversé en 2019 après des mois de protestations soutenues. Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, a connu une grande partie de son histoire post-indépendance dominée par des coups d'État et des régimes militaires successifs. Le Burundi a connu onze coups d'État distincts, principalement dans le contexte des tensions entre les Hutus et les Tutsis, et le Ghana, l'actuel parangon de la démocratie et de la stabilité politique en Afrique de l'Ouest, était autrefois en proie à une culture du coup d'État, ayant connu huit coups d'État en l'espace de deux décennies seulement, le premier ayant été perpétré contre son dirigeant fondateur, Kwame Nkrumah.

Si le nombre de coups d'État a diminué après le tournant du siècle, ceux-ci ont récemment fait leur retour, le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Mali et le Soudan étant dirigés par des militaires en juillet 2023. Au total, l'Afrique a connu beaucoup plus de coups d'État que n'importe quelle autre région du monde. En effet, sur les seize coups d'État enregistrés dans le monde depuis 2017, tous sauf un (le Myanmar en 2021) se sont produits en Afrique.^{xxviii} L'illustration ci-dessous présente les pays africains ayant connu le plus grand nombre de coups d'État depuis 1952.

Fig. 3.

Countries in Africa with the highest number of coups since 1952



Source: Jonathan Powell, Uni of Central Florida and Clayton Thyne, Uni of Kentucky

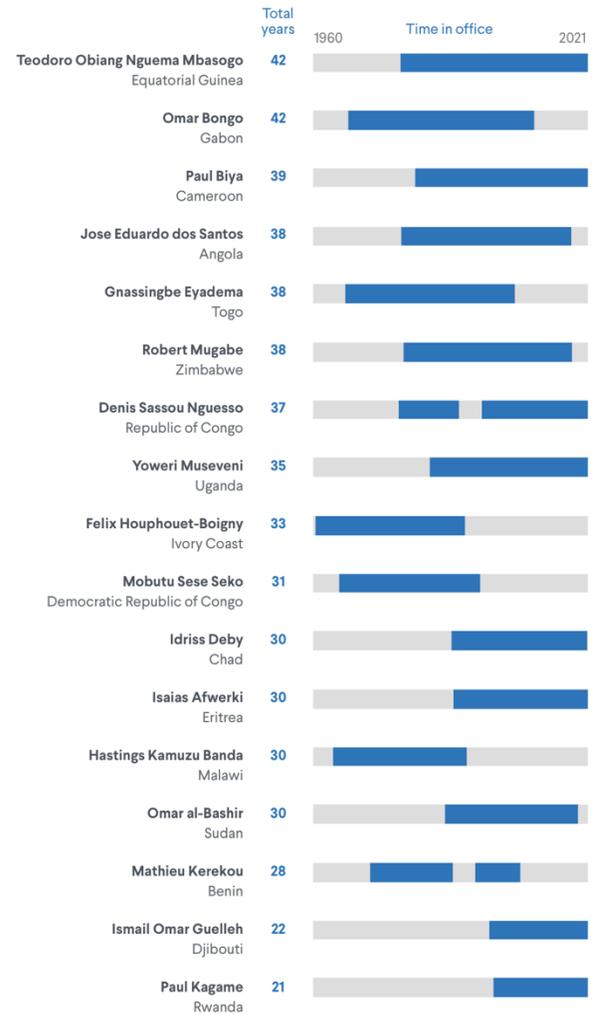
Modifications constitutionnelles pour rester au pouvoir

L'Afrique subsaharienne est également le bastion d'un grand nombre de dirigeants au pouvoir depuis le plus longtemps. En juillet 2023, cinq présidents africains seront au pouvoir depuis plus de trois décennies chacun : Paul Biya du Cameroun, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de la Guinée équatoriale, Yoweri Museveni de l'Ouganda, Denis Sassou Nguessou de la République du Congo et Isaias Afwerki de l'Érythrée^{xxviii}.

Fig. 4.

Sub-Saharan Africa's Longest-Serving Leaders, 1960–2021

Leaders by time in office, excluding monarchs



Source : Klobucista (2021)

D'autres, qui auraient figuré sur cette liste aujourd'hui, ont été récemment contraints, pour des raisons naturelles ou politiques, de quitter leurs fonctions : Mugabe a été chassé par un coup d'État militaire après trente-sept ans de règne ; Jose Eduardo dos Santos d'Angola a démissionné en 2017 après que l'évolution de la situation politique ait rendu clairement intenable son maintien à la tête de l'État angolais après trente-huit ans de pouvoir; Omar Bashir du Soudan a été honteusement évincé après trente ans de pouvoir par des protestations soutenues et une intervention militaire, et Idriss Deby du Tchad est tombé sur le champ de bataille après trente ans de pouvoir^{xxix}.

Pour assurer leur longévité au pouvoir, plusieurs présidents africains élus ont réussi à faire adopter des amendements constitutionnels par des parlements qui les approuvent, afin d'éliminer la limitation des mandats, et se sont lancés dans l'organisation d'élections résolument frauduleuses pour s'assurer de remporter toutes les élections suivantes, comme cela a été le cas pour Paul Biya au Cameroun, Yoweri Museveni en Ouganda et Sassou Nguessou en République du Congo, pour n'en citer que quelques-uns. Des efforts sont actuellement déployés par des dirigeants tels qu'Archange Touadera en République centrafricaine pour suivre cette voie et éliminer la limitation des mandats présidentiels. Comme l'a souligné le PNUD, « les systèmes sociopolitiques qui soutiennent ces régimes de gouvernement à long terme ont montré qu'ils génèrent leur propre dynamique intrinsèquement fragile - la faible légitimité de l'État étant un facteur essentiel de la fragilité à long terme selon le discours politique actuel »^{xxx}. Pour maintenir leur emprise sur le pouvoir, cette contagion de régimes néo-patrimoniaux profondément enracinés a conduit à donner la priorité à la sécurité et à la consolidation du régime plutôt qu'à la sécurité humaine.

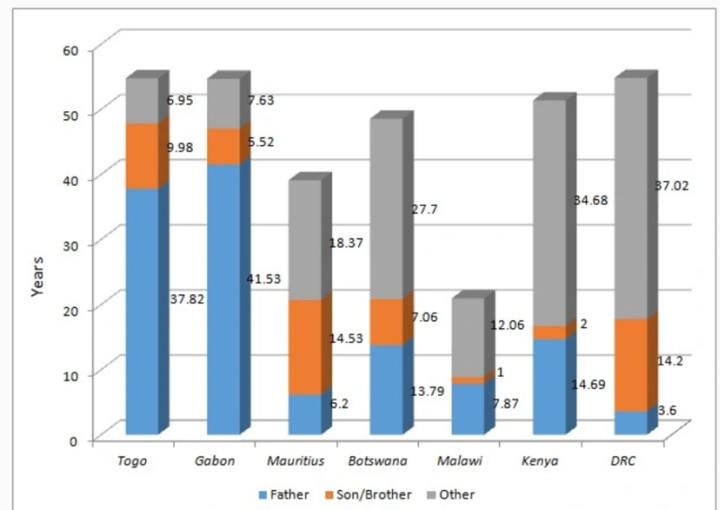
Transitions politiques de père en fils

Cette tendance, que Ndiloseh (à paraître) qualifie de « démonarchie », devient rapidement une forme notable de transition du pouvoir à la tête de certains États d'Afrique centrale et mérite d'être examinée de plus près par les chercheurs^{xxxi}. Pour l'essentiel, cela implique les étapes suivantes : 1) les présidents en exercice modifient leur constitution nationale pour supprimer la limitation des mandats, ce qui les transforme en « présidents à vie » ; 2) les présidents à vie s'assurent ensuite la loyauté et l'assentiment de leurs parlements nationaux et d'autres détenteurs de pouvoir régionaux et extérieurs grâce aux rentes des réseaux néo-patrimoniaux afin de garantir leur soutien à leurs régimes et à ceux des successeurs qu'ils ont choisis ; 3) lorsque le président en exercice vieillit ou devient infirme, des mesures sont alors prises pour intégrer ses fils - héritiers présomptifs - dans la structure bureaucratique officielle du gouvernement par le biais de nominations officielles en tant que ministres ou hauts fonctionnaires (par ex., Ali Bongo au Gabon et Teodoro Nguema Obiang Mangue en Guinée équatoriale) qui détiennent de puissants portefeuilles, ou comme général de

haut rang dans l'armée (Mahamat Déby au Tchad et Muhoozi Kainerugaba en Ouganda). Dans certains cas, les héritiers sont introduits plus subtilement par l'aile du parti au pouvoir (ce qui est probablement le cas de Frank Emmanuel Biya au Cameroun), de sorte qu'ils deviennent l'intermédiaire du pouvoir le plus important après le président et s'assurent des allégeances significatives de la part de l'armée pour prendre la relève lorsque les titulaires décèdent (Joseph Kabila en RDC, et Mahamat Deby au Tchad).

En 2015, Faure Gnassingbé a été déclaré élu au pouvoir pour la troisième fois. Le président sortant est le fils de Gnassingbé Eyadema, le cinquième président du Togo, qui a été nommé au gouvernement en tant que ministre de l'équipement, des mines, des postes et des télécommunications par son défunt père, de 2003 à 2005, date à laquelle il a accédé à la présidence du Togo^{xxxiii}. Les élections qui l'ont vu accéder au pouvoir ont été jugées résolument frauduleuses par les observateurs internationaux. Les manifestations de masse qui ont suivi ont conduit à l'assassinat de plus d'un millier de citoyens par les forces de sécurité, forçant la fuite de plus de 40 000 réfugiés vers les pays voisins, le Ghana et le Bénin.^{xxxiii} La famille Gnassingbé dirige le Togo depuis plus de cinquante ans, par le biais de transitions père-fils, et a effectivement dirigé le pays pendant plus de 87 % de son histoire post-indépendance^{xxxiv}. Le Gabon a connu une expérience similaire, avec un père et un fils à la tête du pays pendant plus de 86 % de son histoire post-indépendance (55 ans sur 63 ans d'indépendance)^{xxxv}.

Fig 5. Transitions de père en fils : Années de dynasties politiques africaines au pouvoir réparties par pays.



Source : Songwe (2015)

IV. L'impact des régimes dictatoriaux dits bienveillants sur les résultats en matière de croissance et de développement

Les parties précédentes de cet article ont analysé les facteurs à l'origine des poches de nostalgie pour les dictateurs bienveillants qui se manifestent actuellement dans toute l'Afrique. Au cas où l'on aurait des doutes sur le fait que ces aspirations pour des autocrates bienveillants comme alternatives aux démocraties défaillantes de l'Afrique ne sont que de simples fantasmes d'Africains ordinaires peu sophistiqués intellectuellement, l'éminente économiste africaine Dambisa Moyo a également exprimé des sentiments similaires dans son best-seller de 2009 « Dead Aid », où elle fustige le modèle actuel d'aide au développement comme n'étant pas utile aux Africains. En guise d'alternative, Moyo affirme que « dans un monde parfait, ce dont les pays pauvres aux échelons les plus bas du développement économique ont besoin, ce n'est pas d'une démocratie multipartite, mais en fait d'un dictateur bienveillant et décisif pour faire passer les réformes nécessaires à la relance de l'économie »^{xxxvi}. La conclusion de Moyo contredit les conclusions de Przeworski^{xxxvii} selon lesquelles les dictatures bienveillantes et les démocraties libérales, grâce à des preuves empiriques, ont conclu que les régimes politiques n'ont pas eu d'effet global sur la croissance économique comme le prétend Moyo, les revenus totaux augmentant à des taux presque identiques pour les deux types de régime^{xxxviii}.

Cette section examine brièvement les faits historiques en Afrique afin de déterminer si les dictateurs dits bienveillants, à l'exception du Rwandais Paul Kagame, ont effectivement été à l'origine de la croissance et du progrès dans leurs pays ou s'ils ont, au contraire, été responsables de la mauvaise gouvernance, du sous-développement et des conflits. Pour ce faire, nous avons étudié le profil de certains autocrates africains réputés pour leur bienveillance.

Comme le souligne Klobucistah, « il existe de fortes corrélations entre les dirigeants en place en Afrique subsaharienne et les problèmes de développement et de sécurité, notamment les conflits ou l'instabilité, la stagnation ou le déclin de l'économie et le recul de la démocratie »^{xxxix}. Cette situation est particulièrement prononcée dans les pays dotés de gouvernements

autoritaires, notamment ceux dont les dirigeants en place depuis longtemps se présentent comme des autocrates bienveillants. Le désir de préserver le régime incite à recourir à la violence structurée, aux brutalités policières, aux arrestations arbitraires et à des restrictions importantes de la liberté d'expression et aux droits humains. Au Zimbabwe, par exemple, Robert Mugabe, qui se décrivait autrefois comme l'espoir du peuple zimbabwéen, a présidé au quasi-effondrement de l'économie zimbabwéenne, faisant passer le pays du statut de « perle de l'Afrique australe » à celui de paria aux yeux de la communauté internationale. Sa mauvaise gestion de l'économie^{xl} a multiplié les difficultés et la pauvreté et a donné naissance à une économie en difficulté depuis longtemps, caractérisée par la prodigalité, le copinage et la corruption : les riches sont devenus extrêmement riches et les pauvres ont sombré dans une pauvreté abjecte. Sa répression des voix dissidentes a modifié le profil du Zimbabwe, qui est passé d'une société respectueuse des droits à un bastion de la brutalité soutenue par l'État, et la structure de l'autocratie qu'il a laissée derrière lui était tellement enracinée que, même après sa mort, son ombre continue de planer sur le pays, incarné par la corruption et la mauvaise gestion qu'Emmerson Mnangagwa, son adjoint de longue date, continue d'infliger au pays en tant que président actuel.

Dans l'actuelle RDC, Mobutu Sese Seko, qui se présentait comme un autocrate bienveillant, a déclenché pendant trois décennies une dictature brutale qui a mis le pays à genoux. La normalisation de la corruption endémique, du népotisme, du copinage, du détournement de fonds et de la prédation des ressources minérales du Congo était si prononcée sous Mobutu que, comme l'a affirmé Wanki, « à la fin de son règne, l'homme fort avait honteusement « amassé une fortune estimée à 4 milliards de dollars, [sans compter] un ensemble de grandes villas en Europe et de multiples palais et yachts »^{xli}. Pendant ce temps, les citoyens congolais ont souffert dans une pauvreté abjecte et ceux qui ont osé s'opposer au « léopard » ont payé le prix ultime. Après le renversement de Mobutu en 1997 et l'assassinat de Laurent Kabila, le pouvoir a été transmis à son fils, Joseph Kabila, qui « a réussi à amasser une fortune en volant les fonds de l'État et en négligeant la fourniture de services publics »^{xlii}. En quittant le pouvoir en 2018, Joseph Kabila a laissé en héritage une corruption endémique et une guerre brutale qui fait rage dans le flanc

oriental de la RDC, si meurtrière qu'elle a été considérée comme la guerre la plus meurtrière au monde depuis la Seconde Guerre mondiale.

Malgré leurs différences, quels sont les points communs entre ces cas ? À certains égards, ils illustrent la précarité de compter sur la bienveillance autoproclamée des autocrates et des dictateurs pour le développement d'un pays. En Afrique et ailleurs, un pouvoir total s'accompagne souvent d'une impunité totale, et très peu de dirigeants restent vertueux en l'absence de mécanismes de responsabilisation qui limitent leur pouvoir.

Dans ce contexte, le Rwanda reste au mieux une exception qui confirme la règle selon laquelle la dictature est rarement bienveillante et encore moins efficace. Tout miracle rwandais, compte tenu de sa taille, de son histoire politique, de l'hégémonie et de la domination politique de Kagame et du soutien international, a peu de chances d'être reproduit dans le reste de l'Afrique.^{xliii} Surtout, aussi remarquable que soit la réussite du Rwanda, rien ne prouve qu'elle résulte des méthodes autocratiques de Kagame et que le statut et la trajectoire du pays restent ouverts jusqu'au moment où le pays devra exister sans lui à la tête du pays.

Dans tous les cas, l'idée de dictature bienveillante souffre de deux faiblesses fondamentales. Premièrement, on ne peut affirmer qu'un dirigeant est bienveillant ou non qu'après avoir accédé au pouvoir et dirigé pendant un certain temps. Il n'existe aucun moyen de présélectionner les dictatures bienveillantes. Deuxièmement, les possibilités d'écarter les dirigeants en place qui sont vraiment dictatoriaux mais pas bienveillants sont également limitées. Le fait que presque tous les dictateurs en Afrique, malgré leur bienveillance autoproclamée, aient été des dictateurs de différentes nuances signifie que la nostalgie pour eux se terminerait probablement par la même déception et la perte des deux mondes - la liberté de vivre à l'abri du besoin (insécurité et privation économique) et la liberté de vivre à l'abri de la peur (droits civils et politiques).

V. Réflexions politiques pour l'avenir

Les peuples d'Afrique, comme partout ailleurs, souhaitent des systèmes de gouvernement efficaces et démocratiques. Ces

deux éléments sont non seulement compatibles, mais ils se renforcent mutuellement. Il est également évident que certaines personnes peuvent être disposées à échanger un gouvernement efficace contre la démocratie si des autocrates ambitieux présentent les deux comme incompatibles. Si les systèmes démocratiques doivent être rendus plus efficaces, il est tout à fait clair que les autocrates bienveillants ne sont pas la réponse à la crise du développement et de la gouvernance en Afrique. La question est donc de savoir comment s'attaquer à l'endurance de la rhétorique de la dictature bienveillante et, surtout, comment réengager et réimaginer les démocraties africaines pour qu'elles délivrent plus efficacement les dividendes du développement aux masses. Les réflexions politiques qui suivent offrent une voie à suivre pour renouveler le potentiel de développement des démocraties africaines :

Les organisations de la société civile et les partis politiques d'opposition en Afrique doivent faire preuve d'une vigilance accrue pour demander des comptes aux gouvernements et s'opposer aux amendements constitutionnels visant à limiter la durée des mandats. La formation de coalitions transversales pour l'État de droit et la démocratie impliquant la société civile, les partis d'opposition, les chefs traditionnels, les personnes influentes et les intellectuels est essentielle pour promouvoir l'idée de démocratie et s'opposer à la rhétorique de l'incompatibilité avec une gouvernance efficace. Ces coalitions devraient également gérer les attentes de la population à l'égard de la démocratie et créer une prise de conscience pour s'opposer à la promotion myope de l'idée d'une dictature bienveillante. À cet égard, l'étude des cas de résistance réussie contre la dictature peut être une source d'espoir. Si l'on a beaucoup parlé des tentatives réussies des dirigeants africains pour supprimer la limitation des mandats présidentiels, on a très peu parlé des tentatives réussies des organisations de la société civile et des voix politiques d'opposition pour s'opposer à ces tentatives. Par exemple, en 2001 et 2003 respectivement, une solide coalition de voix de la société civile et de partis politiques a exercé les pressions nécessaires sur le président zambien Frederick Chiluba et le président malawien Bakili Muluzi, faisant échouer leurs tentatives de repousser la limite des mandats présidentiels. Au Nigeria, le Sénat a rejeté la tentative du président Olusegun Obasanjo de briguer un troisième mandat en 2006. En 2012, au Sénégal, une foule de manifestants a forcé la défaite

électorale du président Wade, qui brigait un troisième mandat très contesté, et en Gambie, en 2017, la puissance de la foule a joué un rôle décisif en créant les conditions de l'éviction du dictateur Yahya Jammeh, après 23 ans au pouvoir. La leçon à en tirer est qu'il faut investir davantage dans l'organisation et la mobilisation des organisations de la société civile pour que les gouvernements démocratiquement élus soient tenus de rendre compte de leur gestion et pour empêcher l'émergence de dictateurs.

Un engagement renouvelé en faveur de la gouvernance démocratique est nécessaire au niveau des acteurs et des organisations régionales. On ne saurait trop insister sur le rôle que jouent les organisations régionales telles que l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en tant que remparts contre la gouvernance non démocratique en Afrique. En Afrique de l'Ouest, les démarches de la CEDEAO ont continué à être cruciales pour inciter les récents régimes militaires à s'engager à ramener leur pays à un régime civil. Grâce à des mesures telles que la diplomatie et, le cas échéant, des sanctions, les organisations régionales exercent une influence considérable pour inciter les dirigeants en place à respecter les normes et les processus démocratiques. La CEDEAO, par exemple, a envisagé de modifier, sans succès jusqu'à présent, son protocole sur la démocratie afin de s'opposer aux changements constitutionnels visant à supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels. Cette capacité et cette orientation devraient être renforcées par les partenaires de développement panafricains et internationaux.

Les partenaires occidentaux qui promeuvent la démocratie doivent mettre en pratique ce qu'ils prêchent en matière de démocratie en Afrique. Alors que les États-Unis et les partenaires d'Europe occidentale semblent souvent s'exprimer sur la nécessité d'une gouvernance démocratique en Afrique, ils sont connus pour donner notoirement la priorité à leur sécurité et à leurs intérêts économiques sur les droits de l'homme et les préoccupations antidémocratiques. Par exemple, les États-Unis se sont empressés de féliciter le président de la RDC, Félix Tshisekedi, malgré les nombreuses informations faisant état de malversations et de fraudes électorales qui ont entaché le scrutin de 2019. Ils n'ont pas

non plus sanctionné d'importants alliés en matière de sécurité comme le Cameroun, le Tchad et l'Ouganda, malgré les répressions brutales que ces régimes ont exercées contre leur population, faisant des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

VI. Conclusion

Le modèle démocratique de gouvernance est en crise en Afrique et dans le monde entier. Pourtant, malgré les défis auxquels elles sont confrontées, les démocraties restent à ce jour le meilleur modèle de gouvernance pour la sauvegarde de la sécurité humaine, des droits de l'homme et de l'État de droit, ainsi que pour la réalisation des libertés et des aspirations qui sont fondamentales pour une croissance et un développement significatifs dans toutes les sociétés. Malgré l'exception rwandaise en Afrique, il est tout à fait clair que les dictatures dites bienveillantes ne peuvent servir d'alternatives de gouvernance viables pour le développement des Africains, pour la simple raison que les dictateurs ont tendance à gouverner selon leurs caprices et pour servir leurs intérêts. La bienveillance et la dictature sont presque toujours antagonistes. Le défi consiste à réengager les démocraties et à leur donner les moyens de concrétiser plus efficacement les espoirs d'une vie meilleure pour les citoyens. Les réflexions politiques présentées dans cet article ne sont en aucun cas concluantes à cet égard. Mais elles indiquent la voie à suivre pour entamer une conversation significative sur la manière de faire fonctionner les démocraties pour les Africains au 21^e siècle.

- ⁱW. Easterly, « Benevolent Autocrats », (Mai 2011), disponible sur <https://williameeasterly.files.wordpress.com/2011/05/benevolent-autocrats-easterly-2nd-draft.pdf>. (consulté le 10 juillet 2023). Sauf mention contraire, toutes les traductions de citations en anglais vers le français sont celles de l'auteur.
- ⁱⁱ Les théoriciens politiques sont depuis longtemps préoccupés par le paradoxe des autocraties très performantes. Par exemple, I. Krastev "Paradoxes of the New Authoritarianism" (2011) 22 *Journal of Democracy* 5; Buckley, Noah, and Ora John Reuter "Performance Incentives under Autocracy: Evidence from Russia's Regions." (2019) 51 *Comparative Politics* 239.
- ⁱⁱⁱ T. L. Friedman "Our one-party democracy", *New York Times*, 8 septembre 2009, disponible sur <https://www.nytimes.com/2009/09/09/opinion/09friedman.html> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{iv} V. N. Birdsall et F. Fukuyama, "The Post-Washington Consensus: Development After the Crisis", (2011) *Foreign Affairs*, pp. 45-53.
- ^v M Van Standen "Benevolent dictatorship is not an easy egg to unscramble", *BizNews*, 3 mars 2023, disponible sur <https://www.biznews.com/thought-leaders/2023/03/03/illusion-benevolent-dictatorship-south-africa> (consulté le 10 juillet 2023).
- ^{vi} M Van Standen op. cit.
- ^{vii} E. K. Baliddawa « To Transform, Uganda Needs a Benevolent Dictator », *NilePost*, 8 avril 2023, disponible sur <https://nilepost.co.ug/2023/04/08/opinion-to-transform-uganda-needs-a-benevolent-dictator/> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{viii} J. E. Wanki "Reclaiming African democracy on the crossroads of 21st Century global geostrategic reconfiguration" (à paraître).
- ^{ix} P. Anyang' Nyong'o (Ed.), *Popular Struggles for Democracy in Africa*. New Jersey & Londres : United Nations University & Zed Books, (1987), p 288. Voir également C. Eshetu et J. Ibrahim, *Democratisation Processes in Africa: Problems and Prospects*, CODESRIA Books Publication System. CODESRIA (1995).
- ^x J. Campbell et N. Quinn, "What's Happening to Democracy in Africa ?", *Council on Foreign Relations*, (2021) disponible sur <https://www.cfr.org/article/whats-happening-democracy-africa> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xi} Sur la base des résultats concernant le type de régime (Polity IV), la liberté civile et politique (Freedom House), l'efficacité du gouvernement (Banque mondiale), l'indice de perception de la corruption (Transparency International) et l'indice de gouvernance africaine (Fondation Mo Ibrahim).
- ^{xii} A. Olukoshi et L. Laaka (eds), *Challenges to the nation state in Africa* (1996) Uppsala:Nordiska Afrikainstitutet, en coopération avec l'Institut d'études du développement, Université d'Helsinki.
- ^{xiii} G.B.N Ayittey, *Africa in Chaos*, (1998) Basingstoke: Macmillan.
- ^{xiv} J. Campbell et N. Quinn (note 10 ci-dessus).
- ^{xv} Comme ci-dessus.
- ^{xvi} C. Klobucista, « Africa's Leaders for Life : Backgrounder », *Council on Foreign Relations*, (2021) disponible sur <https://www.cfr.org/backgrounder/africas-leaders-life#chapter-title-0-3> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xvii} A. Jalloh, "Why Democracy in Africa Needs a Rethink", (2022) *DW Politics - Africa*, <https://www.dw.com/en/opinion-why-democracy-in-africa-needs-rethinking/a-60594113> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xviii} A. Cascais, "20 Years Under Rwanda's Benevolent Dictator", (2020) *DW Politics*, <https://www.dw.com/en/20-years-under-rwandas-benevolent-dictator-paul-kagame/a-53159121> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xix} Cascais, comme ci-dessus.
- ^{xx} Comme ci-dessus.
- ^{xxi} Comme ci-dessus.
- ^{xxii} Comme ci-dessus.
- ^{xxiii} P. Mwai, "Are Military Takeovers on the Rise in Africa ?", (2022) *BBC Reality Check*, disponible sur <https://www.bbc.com/news/world-africa-46783600> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xxiv} Mwai (note 23 ci-dessus).
- ^{xxv} Selon les critères de Thompson, appliqués par la suite par Jackman, McGowan, Powell et Thyne, un coup d'État est considéré comme réussi si les auteurs s'emparent du pouvoir et le conservent pendant au moins sept jours. Voir R.W. Thompson, "Regime Vulnerability and the Military Coup", (1975) 7 *Comparative Politics* pp. 459-487; R.W Jackman, "The Predictability of Coups d'État: A Model with African Data", (1978) 72 *The American Political Science Review*, pp. 1262-1275 ; J. McGowan, "African Military coups d'état, 1956-2001 : Frequency, Trends and Distribution", (2003) 41 *The Journal of Modern African Studies* pp. 339-370.
- ^{xxvi} Mwai (note 23 ci-dessus).
- ^{xxvii} Mwai (note 23 ci-dessus).
- ^{xxviii} Klobucista (note 16 ci-dessus).
- ^{xxix} Klobucista (note 16 ci-dessus).
- ^{xxx} PNUD (2017) *ibid.* pg 25. Voir également C. McLoughlin, *Topic Guide on Fragile States*, (2012) Governance and Social Development Resource Centre, University of Birmingham, UK.
- ^{xxxi} M. Ndiloseh, "Diagnosing Africa's "Demonarchies": The Case of Togo, Gabon, Equatorial Guinea, DRC, Congo and Chad", (à paraître).
- ^{xxxii} V. Songwe "From Father to Son: Africa's Leadership Transitions and Lessons", (2015) Brookings, disponible sur <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2015/05/06/from-father-to-son-africas-leadership-transitions-and-lessons/> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xxxiii} HCR « . Archives du HCR.
- ^{xxxiv} Songwe (note 32 ci-dessus).
- ^{xxxv} Songwe (note 26 ci-dessus).
- ^{xxxvi} D. Moyo, *Dead Aid : Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, (2009) New York : Farrar, Straus et Giroux.
- ^{xxxvii} A. Przeworski, "Democracy and Economic Development", in E. D. Mansfield and R Sisson (eds.), *Political Science and the Public Interest*, (2000) Columbus: Ohio State University Press.
- ^{xxxviii} Pour une critique de l'affirmation de Moyo, voir A. Mileusnic "Is a 'benevolent' dictator what poor countries need to kick-start their economy ?", (2018) disponible sur <https://www.linkedin.com/pulse/benevolent-dictator-what-poor-countries-need-economy-adam-mileusnic/> (consulté le 10 juillet 2023).
- ^{xxxix} Klobucista (note 16 ci-dessus).
- ^{xl} Al Jazeera « Robert Mugabe leaves a legacy of economic mismanagement » (2019) disponible sur <https://www.aljazeera.com/economy/2019/9/6/robert-mugabe-leaves-a-legacy-of-economic-mismanagement> (consulté le 29 juin 2023).
- ^{xli} J. E. Wanki, "Désarmer la guerre, armer la paix : The Congo Crisis, Dag Hammarskjöld's Legacy and the future role of MONUC in the Democratic Republic of the Congo", (2011) *African Journal for the Constructive Resolution of Disputes* (2011), disponible sur <https://www.accord.org.za/ajcr-issues/disarming-war-arming-peace/> (consulté le 26 juin 2023).
- ^{xlii} Klobucista (note 16 ci-dessus).
- ^{xliiii} N Cheeseman, "Why Rwanda's development model would not work elsewhere in Africa", *The Conversation*, (8 janvier 2018), disponible sur <https://theconversation.com/why-rwandas-development-model-wouldnt-work-elsewhere-in-africa-89699> (consulté le 26 juin 2023).